

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/904-elog-de-la-desobeissance.html>

Eloge de la désobéissance

- Châteaubriant - Histoire autour de Châteaubriant -



Date de mise en ligne : mardi 23 novembre 2010

Description :

Vingt-sept otages sont morts, le 22 octobre 1941. Et cette mort a tout de suite empli de colère la population de Châteaubriant. Certains prendront même le risque, dès le soir de la fusillade, de se rendre au château pour rendre hommage aux victimes. Pendant la nuit, puis aux premières lueurs du jour, quelques-uns, avec courage, viendront fleurir la carrière (...) Aragon dira que (...)

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 4 novembre 2009

Vingt-sept otages sont morts, le 22 octobre 1941. Et cette mort a tout de suite emplie de colère la population de Châteaubriant. Certains prendront même le risque, dès le soir de la fusillade, de se rendre au château pour rendre hommage aux victimes. Pendant la nuit, puis aux premières lueurs du jour, quelques-uns, avec courage, viendront fleurir la carrière (...)



Déso La Sablière - 18 oct 2009

Aragon dira que le dimanche suivant plus de 5000 personnes défilèrent à la Sablière couvrant de fleurs le sol marqué par le sang de ceux qui, par leur courage, donnèrent la force aux survivants de faire fleurir, dans le pays, des actes de résistance. Merci. Merci à toutes les femmes et à tous les hommes qui ont fait vivre la Résistance en Loire Inférieure comme on l'appelait autrefois (...) Tous, dans la diversité de leurs pensées, de leurs engagements, ont bravé les interdits de l'occupation. Tous ont pris le risque de mourir sous les balles allemandes. Tous ont désobéi comme les 27.

L'action de ces résistants trouve un écho aujourd'hui. Des femmes et des hommes ordinaires, comme eux, désobéissent aux ordres injustes, aux mesures inégalitaires, à tout ce qui empiète sur les droits et les libertés.

Sans-papiers

Refusant la chasse aux enfants sans-papiers, des hommes et des femmes ordinaires, - parents, enseignants -, écrivaient, il y a trois ans, dans un appel que nous étions nombreux à signer : « Nous ne laisserons pas détruire la vie de ces enfants, de ces adolescents et de leurs parents. Ils ont commencé d'étudier dans ce pays, ils en parlent la langue. S'ils décident d'échapper à une expulsion honteuse, nous les y aiderons ». Ces mots rappellent l'action de Jean Grandel, maire et conseiller général communiste. Déchu de ses mandats le 21 janvier 1940, il ira s'occuper du sort des enfants évacués en province.

Ecole

Défendre ces enfants, c'est aussi défendre avec force les missions de l'école. Je me souviens de cet instituteur de Colomiers, Alain Réfalo, qui en fin d'année dernière initiait un mouvement de « désobéissance pédagogique ». Il fut suivi depuis par 3000 de ses collègues. Pour lui, « nous ne pouvons pas brader notre conscience en acceptant des

réformes qui font mal à l'école publique ». Il rappelle qu'un fonctionnaire peut « dire non à sa hiérarchie si l'ordre donné est de nature à compromettre gravement un intérêt public ». Ces mêmes principes étaient déjà défendus par l'un des 27, Raymond Laforge, qui enseignait à Montargis avant la guerre.

Santé

Ce sens de l'intérêt public et de l'importance des services publics, des médecins l'ont eux aussi rappelé récemment, dénonçant une loi dans laquelle le maître-mot n'est plus la santé mais la rentabilité. Et, ils annonçaient leur intention de désobéir : « Soyons clairs [disaient-ils] Si cette loi n'est pas amendée, elle s'appliquera sans nous, médecins et chirurgiens de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris. ». Cet engagement fait écho à celui de Maurice Ténine qui créa en janvier 1941, le journal clandestin « Le Médecin français ».

Femmes

Tant d'autres luttes mériteraient d'être évoquées. J'en évoquerai deux autres :

La lutte des femmes pour leurs droits, leur droit à la désobéissance face à l'ordre patriarcal, rappelant le combat de toutes ces résistantes trop souvent anonymes.

Enfin les cheminots en grève pour promouvoir une autre politique pour le fret SNCF et gagner, par l'action collective, l'arrêt des suppressions d'emplois, l'amélioration des conditions de travail, l'abandon des réorganisations qui font tant de mal au transport public et à ses agents. Cette désobéissance, qui est celle de cheminots portant une certaine idée du service public et de ses valeurs, me rappelle celle de Léon Bronchart, un conducteur de train du Tarn-et-Garonne qui, il y a 67 ans, le 31 octobre 1942, décidait lui aussi de désobéir. Il raconte : « J'assiste à l'évolution d'une rame que l'on ajoute au train que je dois emmener. Sur les marchepieds, des éléments de la Police d'État gardent les portières, j'effectue ma mise en tête et je m'enquiers auprès du sous-chef de gare de la raison d'un tel service d'ordre et de sécurité. Il m'apprend que ce sont des internés politiques que l'on transfère [...] je refuse d'emmener le train. [...] Malgré les conseils, les objurgations, les sommations, les menaces, j'ai continué à refuser ; quand j'en ai eu assez, j'ai coupé moi-même la machine [...] Rentré au dépôt j'ai dit : « Si vous voulez, faites venir un médecin pour qu'il puisse constater que je ne suis ni fou, ni ivre ».

Le devoir de désobéissance

Tous ces résistants d'hier et d'aujourd'hui ont une chose en commun : ils considèrent que la désobéissance, plus qu'un droit, est un devoir quand l'ordre établi s'oppose à la devise de notre République : liberté, égalité, fraternité.

Face à l'ordre moral, la désobéissance est vitale car elle est un moyen d'irruption civique dans une démocratie étouffée, elle est un moyen d'action, de convergences, de rassemblement.

En France, comme ailleurs, la mondialisation capitaliste confisque progressivement les pouvoirs des peuples pour les confier aux mains de quelques financiers. La loi du profit rejette les modes d'expression, d'organisation et d'action démocratiques qui pourraient contester sa logique. Face à cela, les institutions de la Ve République sont à bout de souffle, incapables de donner de la force aux citoyens et citoyennes.

Il nous faut alors ici faire nôtre une idée qui accompagne l'action de tous les résistants, l'idée que l'essence de la démocratie réside bien moins dans le pouvoir de la majorité que dans les contre-pouvoirs que constituent des minorités.

Cela nous indique un chemin à emprunter pour répondre à la crise actuelle : libérer les droits et donner de nouveaux pouvoirs aux élus, aux citoyens, aux salariés !

Cela appelle la construction d'une nouvelle République où le Parlement retrouve sa légitimité, où l'intérêt général, le bien commun, reprennent le dessus sur le tout marchand.

Cela appelle la construction d'une République sociale où les salariés pour faire respecter leurs droits puissent se mêler de la gestion des entreprises qu'elles soient publiques ou privées.

Construisons une République participative où les citoyens et citoyennes puissent, comme nous l'avons fait lors de la votation citoyenne sur la Poste, se saisir, à tout moment, des choix qui concernent leur vie et leur avenir.

Les fleurs déposées par les milliers de Castelbriantais à la Sablière sont le témoin de la capacité d'un peuple à se rassembler autour de valeurs aussi fortes que celles promues par les Résistants.

Dans la France occupée, la symphonie de leurs couleurs a marqué l'éclat de l'engagement de millions de coeurs qui haïssaient la guerre et le fascisme.

A la Libération, la puissance de leurs parfums a témoigné de la profonde humanité des femmes et des hommes que les nazis voulaient déshumaniser.

Cette humanité s'est traduite dans le programme du Conseil national de la Résistance.

Aujourd'hui, ces fleurs nous rappellent que la désobéissance est le bourgeon d'une démocratie véritable, le bourgeon de la prise du pouvoir par un peuple à présent libéré de la barbarie nazie, libéré par nos 27 camarades, libéré par tous les résistants !

Marie-George Buffet

18 octobre 2009